

TERMINALE ES

2015/2016

DEVOIR MAISON

Stage de révision du programme de 1ES

En vue de votre intégration en classe de terminale ES, voici un dossier de révisions des principales notions de 1ES à connaître car elles sont exigibles en terminale.

Afin de vous préparer au mieux aux exigences du programme de SES, je vous demande de répondre sur feuille aux questions sur les documents suivants. Le programme de terminale requiert la maîtrise de 45 notions déjà abordées dans votre programme de première, je vous demande d'en revoir « seulement » une douzaine:

- Gains à l'échange
- Institutions et droits de propriété
- Asymétrie d'information
- Risque de crédit
- Demande globale
- Politique budgétaire
- Groupe d'appartenance, groupe de référence
- Capital social
- Anomie
- Désaffiliation et disqualification
- Etat-Providence

Chacune de ces notions est traitée dans le dossier qui suit avec des documents, des exercices et des questions (pour chacune d'entre elles, j'ai rappelé le chapitre où elle a été abordée). Le programme de terminale nous donnera l'occasion de revenir au début de chaque chapitre sur ces notions.

Il est impératif d'y travailler de manière individuelle ou collective (pas besoin de cours particulier). Si vous ne parvenez pas à répondre à quelques questions, vous ne serez pas pénalisé mais tout élève ne l'ayant pas préparé se retrouvera pénalisé par ses lacunes. Ce travail de révisions des notions essentielles du programme de 1ES, donnera lieu à un corrigé et une évaluation en début d'année.

L. Pentier
Laurencep92@gmail.com

Douze notions du programme de première attendues en terminale

Le programme de SES de terminale s'inscrit dans la prolongement du programme de première et un certain nombre de notions de première sont exigibles en terminale.

« **Acquis de première** » exigibles en fonction des chapitres de Terminale en SES.

Liste des 45 notions abordées en 1ES à maîtriser :

Economie (5 chapitres de terminales qui utilisent des notions du programme de première) 1.1 - Facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, production, institutions, droits de propriété, externalités ; 1.2- Inflation, chômage, demande globale ; 2.1- gains à l'échange 2.2- Banque centrale, politique budgétaire, politique monétaire, politique conjoncturelle ; 3.1 : Externalités, droits de propriété, offre et demande, défaillances de marché ;	Sociologie (4 chapitres au programme de terminale qui utilisent les notions de première suivante) 1.1- Salaire, revenu, profit, revenus de transfert, groupe social ; 1.2- groupe d'appartenance, groupe de référence, socialisation anticipatrice, capital social ; 2.1- socialisation, sociabilité, anomie, désaffiliation, disqualification, réseaux sociaux ; 2.2- Conflit
--	---

Regards croisés (3 chapitres)

- 1.1- Etat-Providence, prélèvements obligatoires, revenus de transfert.
- 2.1- Salaire, marché, productivité, offre et demande, prix et quantité d'équilibre, asymétries d'information.
- 2.2. Chômage, productivité, demande globale, politique monétaire, politique budgétaire, rationnement.

Voici un petit travail de révisions sur dix notions du programme de première.

Notion 1 : Gains à l'échange

Notion 2 : Institutions et droits de propriété

Notion 3 : Asymétrie d'information

Notion 4 : Risque de crédit

Notion 5 : Demande globale

Notion 6 : Politique budgétaire

Notion 7 : Groupe d'appartenance, groupe de référence

Notion 8 : Capital social

Notion 9 : Anomie

Notion 10 : Désaffiliation et disqualification

Notion 11 : Etat-Providence

Notion 1 : LES GAINS À L'ÉCHANGE ET LA NOTION DE SURPLUS

SE – Chapitre 3.2 - Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

Les gains à l'échange et la notion de surplus (Fiche Eduscol)

La notion de surplus permet de mesurer graphiquement les gains de l'échange pour les participants, et leur partage entre acheteurs et vendeurs. Le surplus des consommateurs correspond à la différence entre ce que les consommateurs étaient disposés à payer pour le produit et le prix du marché qu'ils doivent payer, soit l'aire délimitée par l'axe vertical du prix, la courbe de demande et la droite horizontale de prix d'équilibre. Le gain des producteurs représente de façon équivalente l'écart entre le prix auquel ils étaient prêts à vendre le produit et celui du marché, soit l'aire délimitée par l'axe vertical du prix, la courbe d'offre et la droite horizontale de prix d'équilibre. Paul Krugman développe une analyse claire et accessible de cette notion de surplus à travers l'exemple du marché des manuels universitaires d'occasion.

Document 1. L'échange enrichit tout le monde

« La clé d'un bien meilleur niveau de vie pour tout le monde est l'échange, par lequel les individus se répartissent entre eux les tâches et chaque personne fournit un bien ou un service que les autres désirent en échange de différents biens et services qu'elle désire elle-même...La raison pour laquelle nous avons une économie, et non pas de nombreux individus autosuffisants, est qu'il y a des gains à l'échange : en divisant les tâches et en échangeant, deux personnes (ou 6 milliards) peuvent obtenir chacune davantage de ce qu'elles désirent qu'en essayant d'être autosuffisantes. Les gains à l'échange proviennent en particulier de cette division des tâches, que les économistes appellent la spécialisation - une situation dans laquelle chaque individu s'engage dans une activité différente. »

P. Krugman et R. Wells Macroéconomie 2009 De Boeck Université

Q1 : Expliquez quels sont les gains attendus de l'échange ?

Q2 : Quelle est la cause des gains à l'échange ?

Q.3 Proposez une définition des gains à l'échange

Q.4. Quel(s) auteur(s) ont mis en évidence la notion de gain à l'échange ?

Document 2. Gains et pertes à l'échange

Pour laisser jouer l'intuition et comprendre pourquoi les taxes engendrent une perte sèche, intéressons-nous à un exemple.

Imaginez que Patrick vienne faire le ménage chez Émilie chaque semaine pour 100 euros. Le coût d'opportunité du temps de Patrick est de 80 euros et la valeur qu'Émilie accorde à une maison propre est de 120 euros. Ainsi, Patrick et Émilie retirent chacun un avantage de 20 euros. Le surplus total de 40 euros mesure le gain à l'échange résultant de cette transaction.

Supposons maintenant que l'Etat lève une taxe de 50 euros sur les fournisseurs de services de nettoyage. Il n'y a maintenant plus de prix auquel Emilie peut payer Patrick et qui améliorera leur situation respective après impôt. Le prix maximum qu'Émilie est prête à payer est de 120 euros, ce qui ne laisserait que 70 euros à Patrick après paiement de la taxe et ce montant est inférieur à 80 euros, son coût d'opportunité. A l'inverse, pour que Patrick reçoive une valeur égale à son coût d'opportunité, Émilie devrait le payer 130 euros, ce qui est au-dessus de la valeur qu'elle accorde à une maison propre.

Finalement, Patrick et Émilie décident de ne plus faire affaire ensemble. Patrick s'en retourne sans avoir rien gagné, Émilie vit dans une maison qui n'est pas nettoyée.

Gregory N. Mankiw, Principes de l'économie, de Boeck supérieur, Bruxelles, 2010.

Q1. Rappelez la définition d'un coût d'opportunité

Q2 : Pourquoi la fiscalité rationne-t-elle les quantités échangées ?

Q3 : Pourquoi la taxe entame-elle le bien-être des agents économiques ?

Document 3 : Les surplus du producteur et du consommateur (vidéo du cours)

www.youtube.com/watch?v=NSzdIGBM5Ok (4 minutes)

Document 4 : Comment mesurer les gains à l'échange ?

Comment mesurer les gains de l'échange ? Une caractéristique du marché concurrentiel est qu'il conduit tous les intervenants à acheter et vendre à un prix unique. Mais certains acheteurs auraient été prêts à payer très cher, et gagnent donc à acheter à un prix inférieur à leurs possibilités. Symétriquement, certains offreurs auraient accepté de vendre moins cher. Les gains de l'échange tiennent à l'existence de ces écarts de prix.

Le calcul des surplus va nous permettre de mieux comprendre les gains que les agents peuvent tirer de l'échange. (...)

Le commerce international est un moyen puissant d'extension des échanges. Pour le montrer, imaginons un pays ouvrant ses frontières au commerce d'un bien qu'il produit et consomme déjà. Nous négligeons les droits de douane et les coûts de transport. La concurrence internationale joue donc pleinement.

Dans la situation autarcique, avant que les frontières ne soient ouvertes, l'offre et la demande nationales déterminent un prix d'équilibre p^* . Supposons ce prix supérieur au prix mondial. Il est clair que l'ouverture des frontières va amener le pays à se fournir à l'extérieur pour bénéficier du prix mondial plus bas.

Exercice

On considère le marché d'un produit. La demande des consommateurs pour ce produit est donnée par la fonction de demande totale :

$$D(p) = 12 - p$$

L'offre totale est donnée par : $O(p) = 2p - 6$ où p désigne le prix du produit

1) Calculer le prix d'équilibre et la quantité échangée. Représenter sur un graphique les courbes d'offre et demande ainsi que l'équilibre.

2) On introduit une taxe $T = 3$ par unité. La variable p désigne maintenant le prix hors taxe (HT). Pour chaque unité achetée, les consommateurs doivent payer le prix taxe incluse, $p + T$. Et pour chaque unité vendue, les entreprises reçoivent le prix hors taxe, p . La demande est donc $D(p + T)$. Comment la nouvelle courbe de demande, dans le plan (q, p) , se déduit-elle de la courbe de demande d'origine ?

3) Ecrivez l'équation de l'équilibre de marché avec taxe et calculez le nouveau prix d'équilibre hors taxe, toujours avec $T = 3$. Quel est le prix taxe comprise (TTC) ? Représentez sur le même graphique les courbes $D(p)$, $D(p + T)$ et $O(p)$.

4) Identifiez sur le même graphique et calculez : le surplus du consommateur, le surplus du producteur, la recette fiscale et la perte du surplus collectif.

5) Identifier graphiquement et calculer le surplus de la société.

Notion 2 : Institutions et droits de propriété

SE – Chapitre 3.1 - Qu'est-ce qu'un marché ?

Document 4. Les droits de propriété intellectuelle

«Les droits de propriété intellectuelle sont les droits conférés à l'individu par une création intellectuelle. Ils donnent généralement au créateur un droit exclusif sur l'utilisation de sa création pendant une certaine période.

On répartit généralement les droits de propriété intellectuelle en deux grands groupes:

(1) Droit d'auteur et droits connexes

Les droits des auteurs d'œuvres littéraires et artistiques (livres et autres écrits, compositions musicales, tableaux, sculptures, programmes d'ordinateur et films) sont protégés par ce que l'on appelle le droit d'auteur pendant au moins 50 ans après le décès de l'auteur. (...)

(2) Propriété industrielle

On peut dire que la propriété industrielle englobe deux grands domaines: • Elle concerne d'abord la protection de signes distinctifs, notamment les marques de fabrique ou de commerce (qui distinguent les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises) et les indications géographiques (qui servent à identifier un produit comme étant originaire d'un lieu précis, dans les cas où une caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique).

La protection de ces signes distinctifs vise à promouvoir et assurer la concurrence loyale et à protéger les consommateurs, en leur permettant de choisir en connaissance de cause entre différents produits et services. La durée de la protection peut être illimitée si le signe en question garde son caractère distinctif.

• D'autres types de propriété industrielle sont aussi protégés principalement pour encourager l'innovation, la conception et la création technologiques. Il s'agit notamment des inventions (protégées par des brevets), des dessins et modèles industriels et des secrets commerciaux.

L'objectif social est de protéger les résultats des investissements réalisés dans la mise au

point de technologies nouvelles, de façon à encourager les activités de recherche-développement dans ce domaine et à donner les moyens de les financer. (...) La protection est généralement accordée pour une durée déterminée (20 ans en principe dans le cas des brevets).

La protection de la propriété intellectuelle poursuit les principaux objectifs sociaux indiqués ci-dessus, mais il convient aussi de noter que les droits exclusifs accordés font généralement l'objet d'un certain nombre de limitations et d'exceptions, et ce afin d'arriver à un juste équilibre entre les intérêts légitimes des détenteurs des droits et ceux des utilisateurs.

Source : http://www.wto.org/french/tratop_f/trips_f/intel1_f.htm

Question 1 : Recherchez dans un dictionnaire la définition générale du terme « droit de propriété » et sa définition juridique.

Question 2 : A partir du texte, précisez la définition des termes « droits d'auteur » et « propriété industrielle » ?

Question 3 : Quelle relation peut-on établir entre les droits de propriété et le marché ?

Document 5. Le rôle des institutions dans la croissance économique

Des écarts de revenu et de niveau de vie considérables existent aujourd'hui entre pays riches et pays pauvres. Le revenu moyen des populations subsahariennes, par exemple, est plus de vingt fois inférieur au revenu moyen américain. Les explications abondent quant aux causes d'une telle divergence internationale. Dans les pays pauvres, comme en Afrique subsaharienne, en Amérique centrale ou en Asie du Sud, peu de marchés fonctionnent, le niveau d'instruction est médiocre, les équipements et les technologies sont obsolètes ou inexistants. Mais ce ne sont que des causes immédiates de la pauvreté. Il s'agit de savoir pourquoi ces pays n'ont pas des marchés plus efficaces, un capital humain plus solide, des investissements plus élevés et des équipements et technologies plus performants.[...] L'hypothèse institutionnelle, repose sur l'intervention humaine : certaines sociétés sont dotées de bonnes institutions qui encouragent l'investissement dans l'équipement, le capital humain et les technologies performantes et, en conséquence, elles prospèrent d'un point de vue économique. De bonnes institutions présentent trois caractéristiques : en garantissant le respect des droits de propriété à une grande partie de la population, elles incitent une large palette d'individus à investir et participer à la vie économique; en limitant l'action des élites, des politiciens et autres groupes puissants, elles les empêchent de s'approprier les revenus ou investissements d'autrui ou de fausser les règles du jeu; et en promouvant l'égalité des chances pour de vastes pans de la société, elles encouragent l'investissement, notamment dans le capital humain, et la participation à la production économique. Le passé et le présent montrent que, dans de nombreux pays, ces conditions ne sont pas réunies : l'Etat de droit ne règne que de manière sélective; les droits de propriété sont inexistants pour la grande majorité des citoyens; les élites jouissent d'un pouvoir politique et économique illimité, et seule une petite fraction de la population accède à l'éducation, au crédit et aux activités productives.

D. ACEMOGLU, « Causes profondes de la pauvreté, Une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique », *Finances & Développement*, Juin 2003

Question : Explicitiez comment les institutions ci-dessous peuvent favoriser la croissance économique (en développant la réponse)

- Système juridique (police, justice)
- Système bancaire =>...
- Hôpitaux, système scolaire =>...

Point notion : Institutions selon Douglass North (1920-)

Institutions : ensemble des **règles** et des **organismes** (chargées d'appliquer ses règles) qui concourent à l'existence, au maintien et au développement des échanges marchands (relevant du marché ou de la concurrence) : règles juridiques (propriété privée), codes et tribunaux, politique de la concurrence européenne, code de la santé publique, loi sur les brevets, monnaie, système bancaire, la Bourse, sécurité sociale, Etat de droit,... Les institutions sont le plus souvent instituées par les pouvoirs publics au niveau étatique ou supra-étatique (UE, OMC...)

« Les institutions sont les contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines. Elles se composent de contraintes formelles (comme les règles, les lois, les constitutions), de contraintes informelles (comme des normes de comportement, des conventions, des codes de conduite auto-imposés) » Douglass North, cité par Bernard Chavance, L'économie institutionnelle, La Découverte, Coll. Repères, 2007 (p. 64)

Syn. : environnement politique et légal d'une société

Notion 3 : Asymétrie d'information

SE – Chapitre 3. 4- Quelles sont les principales défaillances du marché ?

Document 6: Quand les mauvaises voitures chassent les bonnes... un problème de transparence des marchés

L'exemple des voitures d'occasion permet de saisir le problème dans son principe [...] Supposons qu'il n'y ait que quatre types de voitures : les voitures neuves et les voitures d'occasion ; les voitures de bonne qualité et les voitures de mauvaise qualité (qu'aux Etats-Unis nous désignons par « lemons »). Une voiture neuve peut être une bonne voiture ou un « lemon » et, bien entendu, il en va de même pour les voitures d'occasion. [...] Sur ce marché, les acheteurs acquièrent une automobile neuve sans savoir avec certitude que l'engin est une bonne voiture ou un « lemon ». [...] Cependant, après avoir été en possession d'une voiture donnée pendant un certain temps, son propriétaire peut se faire une bonne idée de sa qualité [...] Cette nouvelle estimation est plus juste que l'estimation initiale. **Apparaît donc une asymétrie par rapport à l'information disponible sur le marché de l'automobile, car les vendeurs possèdent désormais davantage de renseignements sur la qualité des voitures que les acheteurs.** Cependant, puisque, au moment de la transaction, l'acheteur est incapable de distinguer entre une bonne et une mauvaise voiture, les voitures, bonnes ou mauvaises, se vendent au même prix. D'autre part, il est évident qu'une voiture d'occasion ne peut avoir la même valeur qu'une voiture neuve ; si cela était le cas, il serait alors possible de négocier un « lemon » au prix d'une voiture neuve et d'acheter une autre voiture neuve avec une plus grande probabilité qu'elle soit bonne et une plus faible probabilité qu'elle soit mauvaise. C'est ainsi que le propriétaire d'un bon véhicule est

doublement « coincé ». Non seulement il ne peut percevoir la véritable valeur de sa voiture, mais il ne peut percevoir la véritable valeur de sa voiture neuve [...] La plupart des voitures échangées seront des « lemons » tandis que les bonnes voitures risquent de ne plus être mises sur le marché. Les « mauvaises » voitures ont tendance à chasser les bonnes.

G.Akerloff (1970) « The market for « Lemons »: Quality, Uncertainty and the Market Mechanism », traduction parue dans Idées, n°130, décembre 2002.

Q1- Expliquez le passage du texte en gras

Q2- En déduire la définition de l'asymétrie d'information présentée dans le texte

Q3- Quels sont les effets de cette asymétrie d'information sur le marché de l'automobile ?

Q4-En suivant l'exemple du texte, pourquoi les acheteurs de véhicules d'occasion ont plus de chance d'acheter un véhicule en mauvais état ?

Q5- Comment peut-on se protéger du risque d'acheter une voiture en mauvais état ?

Document 7 : Economie et aléa moral

« Les pompiers ne sont pas contents. En effet ceux qui ont pris des risques pour secourir récemment un spéléologue, coincé dans une grotte dans la Drôme, estiment que le contribuable n'a pas à payer pour sa négligence. Et pour la première fois, un service départemental d'incendie et de secours a déposé plainte contre le spéléologue secouru, lui reprochant d'avoir «mis en danger» les sauveteurs. Dans le cas présent, le sauvetage d'un spéléologue expérimenté a nécessité l'intervention de 17 sapeurs-pompiers et 55 sauveteurs, dont quatre plongeurs.

Le spéléologue, en situation d'aléa moral, est incité à prendre des risques inconsidérés puisqu'il ne sera pas le seul à être sanctionné par son inconscience et il a même toutes les chances d'être sauvé. Il peut s'attendre à ce que les pompiers viennent à son secours pour le sauver. De plus, il ne paiera pas la facture »

« Sauvetage de spéléologues, Economie et Aléa Moral » David MOUREY Pontault-Combault 2007

Questions :

Q6- D'après le document 2, quelles sont les raisons avancées pour expliquer le comportement du spéléologue ?

Q7- En déduire la définition de l'aléa moral

Q8- Dans le cas d'un contrat d'assurance automobile est-il possible de retrouver le même type de situation ? Que font les assurances pour limiter cette asymétrie

Document 8. Les imperfections de l'information : salaire d'efficience et comportement des entreprises.

De nombreux modèles ont montré pourquoi l'entreprise pouvait avoir intérêt à opter pour un salaire plus élevé que le salaire d'équilibre. Stiglitz met l'accent sur les coûts de rotation de la main-d'œuvre : coûts du licenciement, coûts de formation, et coût d'adaptation. Les entreprises peuvent avoir intérêt à rémunérer leurs salariés au-dessus du salaire du marché afin de les fidéliser et donc de diminuer le *turn over*. Akerlof affirme que certaines entreprises ont un réel souci d'équité et de justice qui les dissuade de d'offrir des salaires trop bas. De leur côté, les employés ont besoin d'être reconnus, et donc de se faire traiter équitablement ; sinon leur moral et leur productivité se dégradent. Des salariés recevant une rémunération supérieure à celle du marché sont satisfaits et reconnaissants ; en contrepartie, ils améliorent leur productivité ; ils font ainsi un don volontaire à l'entreprise en échange de ce salaire plus élevé.

Le modèle dit du « tire au flanc », présenté notamment par Stiglitz prend l'hypothèse qu'il est très difficile pour l'entreprise de contrôler le comportement au travail de chacun de ses employés. Les coûts de surveillance étant importants, l'entreprise peut proposer des salaires relativement élevés pour augmenter le coût du licenciement. La menace du licenciement n'est réellement dissuasive qu'en cas de chômage ou lorsque le travailleur a peu de chance de retrouver un emploi aussi bien rémunéré. Un salaire élevé dissuade les individus de « tirer au flanc » car la perte est plus importante s'ils sont démasqués. L'entreprise a donc souvent intérêt à rémunérer ses salariés au-dessus du salaire d'équilibre. Ce phénomène risque de produire un excès d'offre de travail par rapport à la demande et de créer du chômage involontaire.

M. Montoussé, I. Wacquet, *Macroéconomie*, Bréal, 2006.

Questions.

1. Définir l'expression « coûts de rotation de la main-d'œuvre ».
2. Pourquoi le comportement des entreprises est-il une cause du chômage ?

Notion 4 : Risque de crédit

SE – Chapitre 4.2 - Comment l'activité économique est-elle financée ?

Document 9. Un danger majeur : l'effondrement du crédit.

Le principal canal de transmission de la crise des *subprimes* à l'économie réelle est la contraction de l'offre de crédit : comme les banques éprouvent les plus grandes difficultés à trouver des fonds, elles sont moins en mesure d'octroyer des prêts aux entreprises et aux ménages. Le coût des emprunts –le taux d'intérêt- est également accru, car l'ensemble des créanciers exige des primes de risque plus élevées en raison de la crise de confiance qui s'est installée. Le risque est que cette situation aboutisse à une contraction progressive et durable du volume de crédits octroyés par les banques à l'économie (*credit crunch*), comme cela s'est produit dans les années 1980 aux Etats-Unis à la suite de la crise des Caisses d'épargne (*Saving and Loans*) ou, pire encore, dans les années 1930 au niveau mondial. L'assèchement du crédit réduit la consommation et l'investissement des ménages et des entreprises. Les petites et moyennes et entreprises, notamment, sont très dépendantes du crédit pour leur création et pour leur croissance. Les entreprises sont également mises en difficulté par des problèmes de trésorerie, car elles ont de plus en plus de difficulté à emprunter de l'argent à court terme.

Nicolas Couderc, Olivia Montel Dumont, *Des subprimes à la récession, comprendre la crise*, La Documentation française, 2009.

Questions :

1. Qu'est-ce qu'une « prime de risque » ? Pourquoi le coût du crédit a-t-il tendance à s'élever en période de crise ?
2. Expliquez la phrase soulignée dans le document 9.

Document 10. La banque centrale dans la crise : le rôle de prêteur en dernier ressort.

Les banques commerciales peuvent à tout moment manquer de liquidités pour assurer leurs activités quotidiennes (retraits de clients, opérations de compensation entre les banques, etc.) (...) Lorsqu'une banque doit se refinancer, c'est-à-dire doit trouver des liquidités pour régler une dette, elle peut les trouver sur le **marché monétaire**. Ce marché permet aux banques et aux grandes entreprises de prêter ou d'emprunter des montants élevés sur des durées courtes (d'une journée à un an) et donc de placer leurs excédents de trésorerie de court terme ou au contraire de faire face à un déficit temporaire de liquidité. C'est également sur ce marché que la banque centrale peut intervenir pour prêter des liquidités ou en « emprunter » (ce qui revient à les retirer du circuit). En 2007, les premières manifestations de la crise des *subprimes* ont installé un tel climat de défiance qu'elles refusaient de se prêter mutuellement de l'argent via le marché monétaire : de nombreuses banques se sont donc trouvées en situation de manque de liquidités, ne pouvant honorer leurs engagements par incapacité à trouver la liquidité nécessaire alors même que les banques en question détenaient des actifs ayant une valeur supérieure aux engagements pris ! Afin d'éviter une vague de faillites bancaires, dommageable pour l'ensemble de l'économie, les banques centrales ont joué leur rôle de « **prêteur en dernier ressort** » : elles ont « injecté » des liquidités, ce qui signifie qu'elles ont alimenté le **marché interbancaire en liquidités**. Leur action a consisté à accorder massivement des prêts aux banques qui en avaient besoin, en échange d'actifs, servant de garantie. L'offre de liquidités aux banques commerciales figure parmi les « activités normales » des banques centrales, même en l'absence de crise. Face au caractère exceptionnel de la situation, les banques centrales ont cependant modifié les modalités d'octroi de la liquidité et les montants en jeu : elles ont accepté une gamme plus vaste d'actifs comme garantie, accordé des prêts plus longs et plus importants, et élargi la liste des banques pouvant en bénéficier. Lorsque les banques centrales injectent des liquidités, elles ne donnent donc pas de l'argent aux institutions financières, mais les prêtent en échanges d'actifs en garantie et d'un taux d'intérêt. Ce type d'opération se distingue donc de celles destinées à renflouer des banques au bord de la faillite par un apport de capital.

Nicolas Couderc, Olivia Montel-Dumont, *Des subprimes à la récession, comprendre la crise*, La Documentation française, 2009.

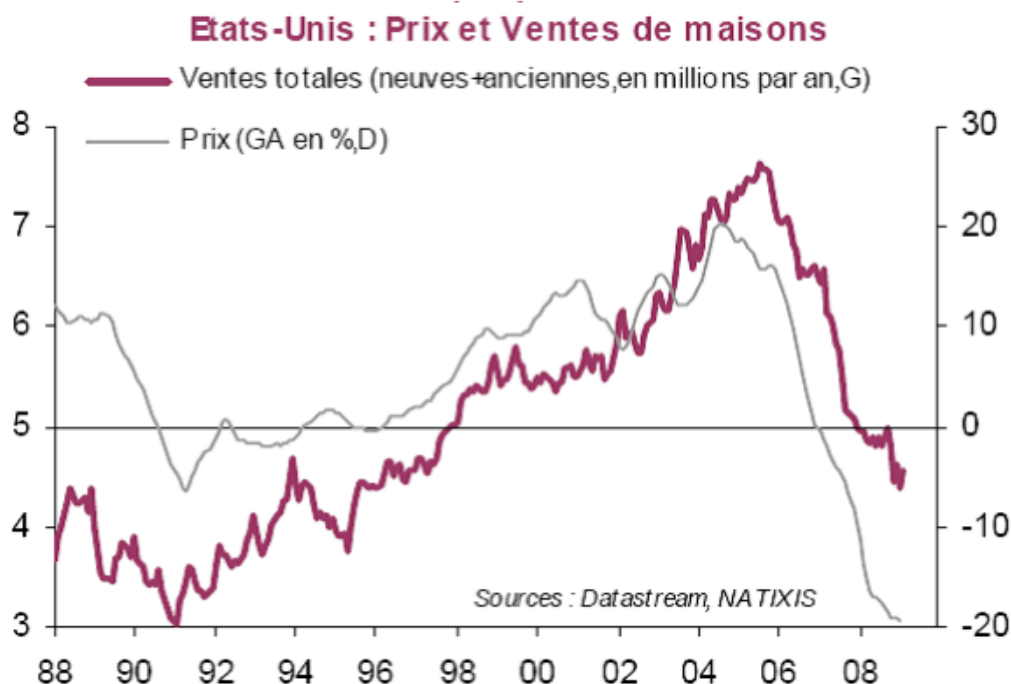
Remarque : Le **marché monétaire** est le marché sur lequel les banques et les grandes entreprises peuvent prêter ou emprunter des montants élevés sur des durées courtes (d'une journée à un an). Il permet aux intervenants de placer leurs excédents de trésorerie de court terme ou au contraire de faire face à un déficit temporaire de liquidité. C'est également là que la Banque centrale peut intervenir pour prêter des liquidités ou en « emprunter » (ce qui revient à les retirer du circuit). Le **marché interbancaire** est un compartiment du marché monétaire *réservé aux banques* et sur lequel intervient également la Banque centrale.

Questions :

1. En quoi la crise de 2007 a-t-elle eu des effets particulièrement graves sur le marché monétaire ?

2. Pourquoi dit-on que la Banque centrale joue un rôle de « prêteur en dernier ressort » ?

Document 11. Evolution des prix et des ventes de maisons aux Etats-Unis



Note : « GA en % » signifie « glissement annuel en pourcentage », c'est-à-dire évolution de date à date. « G » et « D » renvoient respectivement à l'échelle de « gauche » et de « droite » du graphique.

Source : Patrick Artus, « Sans stabilisation des prix de l'immobilier, impossible d'éviter la déflation aux États-Unis », Special Report, Natixis, n° 136 , 27 avril 2009.

Questions :

1. Décrire – Présentez (en périodisant) l'évolution des ventes de maisons aux Etats-Unis de 1988 à 2009.

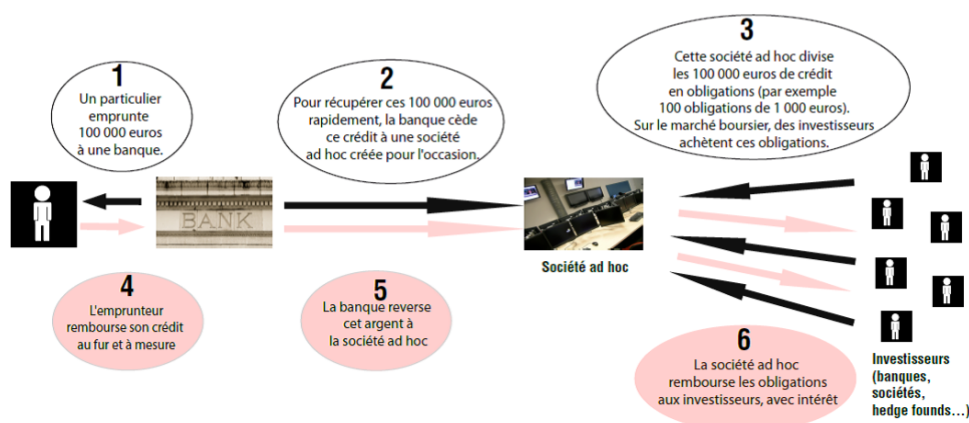
2. Lire - Quel a été le taux de croissance des prix de l'immobilier aux Etats-Unis en 2005 ? Et en 2009 ?

3. Lire - Quand démarre le krach de la bulle immobilière ?

Document 12. La chaîne de titrisation

La chaîne de titrisation, ou comment se propage la contamination

La chaîne de titrisation est l'un des exemples les plus frappants d'opacité des marchés financiers



Sources: Cabinet d'avocats GIDE, Euroclear ; Crédit: Fanny Lothaire et Loup Besmond de Senneville

1- Que symbolise le sens des flèches ?

2. **Définir** - En étudiant les étapes 2 et 3 ci-dessus, définir la titrisation.

3. **Expliquer** - Que se passe-t-il si l'emprunteur ne peut pas rembourser son emprunt à la banque ?

Document 12 bis. Une titrisation excessive

Pratique ancienne, la titrisation offre une possibilité aux émetteurs de prêts de se refinancer, ayant obtenu de la liquidité ils peuvent alors financer d'autres activités dans l'économie; la titrisation permet ainsi de transformer du "capital mort" en "capital vivant". (...) Cependant, la titrisation, et en particulier la vente des tranches risquées, déresponsabilise l'émetteur, qui perd ses incitations à surveiller la qualité de ses prêts s'il n'en subira pas les conséquences. Le danger est donc que l'émetteur émette, puis se débarrasse, à travers la titrisation, des prêts trop risqués (...) Le taux de titrisation des prêts immobiliers a crû de 30% en 1995 à 80% en 2006. Et surtout, dans le cas des fameux prêts *subprime*, la fraction titrisée est passée de 46% en 2001 à 81% en 2006. (...)

La titrisation a beaucoup augmenté à un moment où les prêts devenaient plus risqués, alors que la théorie et la pratique veulent que les banques gardent une part plus importante quand leurs prêts sont plus risqués et donc plus sujets aux asymétries d'information. (...) D'autre part les acheteurs ont parfois acheté sans trop se soucier de la qualité (...), et les agences de notation ont nettement sous-évalué les risques, comme le montre la défaillance de nombreux titres AAA.

Leçons d'une crise, Jean Tirole, note TSE n°1 n° 1 - 12/2008

<http://www.linternaute.com/actualite/economie/international/crise-financiere/2- contagion-mondiale.shtml>

Questions :

Expliquer – Montrer que la titrisation a conduit à une dissémination du risque à la finance internationale.

Analyser – Analyser la responsabilité des « innovations financières » dans la gravité de la crise financière.

Document 13 - De la crise financière à la crise économique

La crise financière s'est transmise à l'économie réelle par trois canaux principaux. D'abord, la crise financière a entraîné une crise de confiance qui touche l'ensemble des agents économiques : les banques hésitent à se prêter entre elles, tandis que les ménages, par crainte du chômage, accroissent leur épargne de précaution. Ensuite, l'accès au crédit est devenu plus coûteux et difficile : les prêteurs, confrontés à un risque de défaut accru, font payer plus cher les emprunteurs, voire refusent de leur prêter. Restriction de crédit et crise de confiance ont un impact particulièrement négatif sur l'investissement des ménages et des entreprises. Enfin, la baisse de demande entraîne une contraction du commerce mondial, propageant la crise à l'ensemble de l'économie mondiale. En retour, la dégradation de l'économie réelle entretient la crise financière. C'est le cas en particulier de la baisse des prix dans l'immobilier qui nourrit la crise des *subprimes*. (...) La crise des « subprimes » : de la crise financière à la crise économique, Note de conjoncture INSEE, 2009

1. **Expliquer** – Expliquer la phrase soulignée.

2. **Expliquer** - Expliquez comment l'augmentation des taux d'intérêt et la baisse du prix de l'immobilier aux Etats- Unis ont transformé les titres d'emprunt à risque en *actifs toxiques*.

Résumer – Résumer sous forme d'un schéma la propagation de la crise financière à l'économie mondiale.

Pour aller plus loin (vidéo de 11 min):

<http://www.youtube.com/watch?v=KaqvwoJx2eQ&feature=share>

Notion 5 : Demande globale

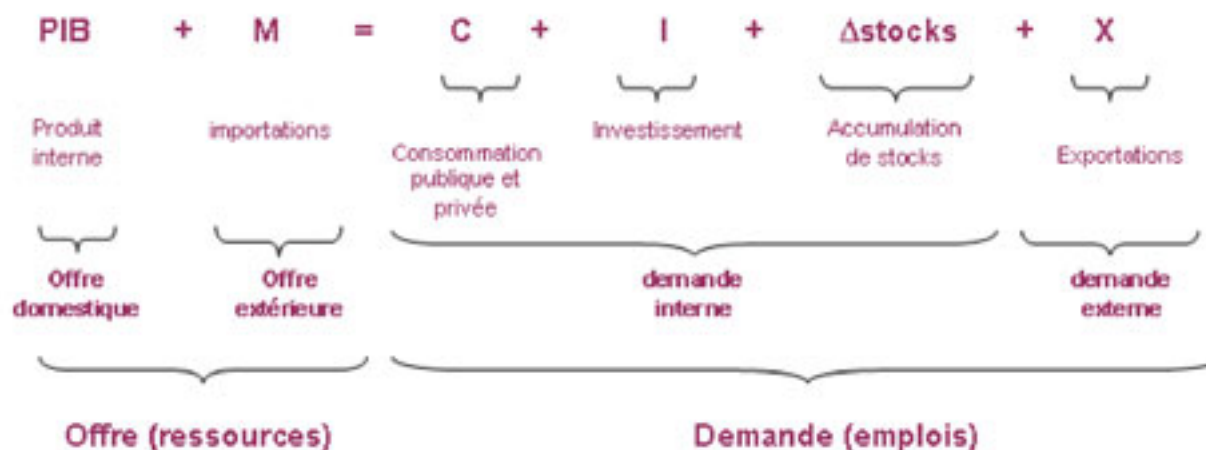
SE- Chapitre 5.3 - Régulations et déséquilibres économiques

Demande globale : au niveau macroéconomique, elle est constituée par l'ensemble des achats de biens et services effectués au cours d'une année dans une économie donnée. Elle comprend 4 éléments : la demande de B/S de consommation finale des ménages (C) ; la demande de biens d'investissement (ou biens de production) (I) ; la demande de B/S des administrations publiques (G) ; les exportations (X).

A savoir : L'équilibre emplois-ressources et les éléments de la demande globale

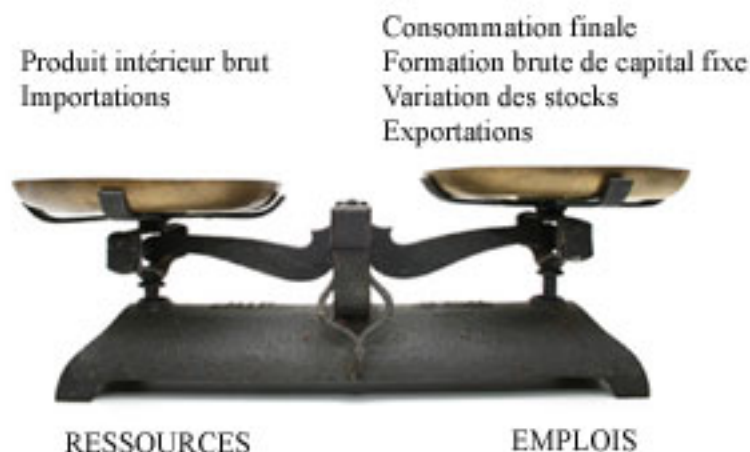
Au niveau national, les « ressources » et les « emplois » en biens et services sont équilibrés :- Sur une période donnée, les ressources d'une économie sont les biens et services qui peuvent être soit produits sur le territoire national, soit importés, soit puisés dans les stocks antérieurs- Les emplois sont les utilisations de ces biens et services, qui peuvent servir à la

consommation, l'investissement, l'exportation, ou la constitution de nouveaux stocks.



On aboutit donc à l'égalité comptable suivante :

Equilibre emplois ressources en économie ouverte :



PIB + Importations (M) = Consommation (C) + Investissement (I) + Exportations (X) + Variations de Stocks (VS)

La demande globale de biens et services adressée aux entreprises (D), se divise en quatre éléments : **PIB = D = C + I + (X - M) + VS**

Autrement dit, la demande dépend de la consommation, de l'investissement, du solde des échanges extérieurs et des variations de stocks. Ces quatre éléments évoluent de manière irrégulière. Sur le graphique ci-dessous figurent les contributions à la croissance du PIB des quatre composants.

DOCUMENT 1

Contributions à l'évolution du Produit Intérieur Brut en France aux prix de l'année précédente (en % du PIB)*

Intitulés	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses de consommation finale	1,6	1,4	1,5	1,7	1,6	1,7	0,4	0,7	1,3	0,2
Dont :										
Ménages	1,0	1,0	1,0	1,4	1,2	1,3	0,1	0,1	0,8	0,1
Administrations publiques	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,3	0,6	0,4	0,0
ISBLSM**	0,2	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
FBCF***	- 0,4	0,4	0,6	0,8	0,8	1,3	0,1	- 2,3	0,2	0,7
Exportations	0,5	- 0,4	1,2	0,7	1,4	0,6	- 0,1	- 3,3	2,3	1,3
Importations	- 0,5	- 0,2	- 1,5	- 1,4	- 1,4	- 1,5	- 0,3	2,8	- 2,2	- 1,4
Variations de stocks	- 0,2	- 0,3	0,7	0,0	0,1	0,2	- 0,2	- 1,2	0,1	0,8
PIB	0,9	0,9	2,5	1,8	2,5	2,3	- 0,1	- 3,1	1,7	1,7

Source: Comptes nationaux, INSEE 2012

(*) Les résultats étant arrondis, il se peut que la variation du PIB diffère légèrement de la somme des différentes contributions.

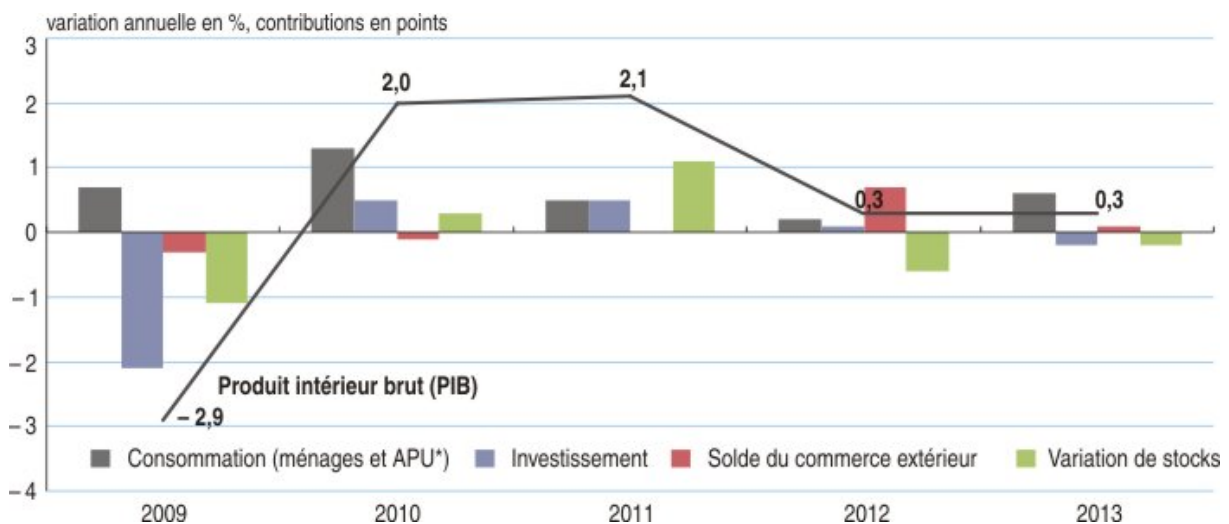
(**) Les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages désignent les associations.

(***) Formation Brute de Capital Fixe

Questions :

1. Dans quelle mesure les variations de la demande expliquent les fluctuations du PIB ?
2. Quel est l'impact de la demande globale sur le chômage ?

Document 15. Taux de variation du PIB (en %) et Contributions à l'évolution du produit intérieur brut (en points de %)



Questions :

1. **Décrire** - Faites une phrase présentant l'évolution du PIB pour l'année 2007, et décrivez la contribution de chaque composante de la demande à cette évolution.
2. **Décrire** - Fournissez des éléments de description de la crise de 2008-2009.
3. **Expliquer** - Expliquez l'évolution constatée des composantes de la demande globale lors des récessions.
4. **Expliquer** – Comment les pouvoirs publics peuvent-ils alors agir pour tenter de faire face à la crise ?

Notion 6 : la politique budgétaire

SE – Chapitre 5. 3 Régulations et déséquilibres économiques)

Document 16. Les mécanismes de la politique budgétaire.

La politique budgétaire se définit comme la volonté délibérée de la part du gouvernement de modifier les dépenses publiques et les impôts en vue d'atteindre certains objectifs tels que le plein-emploi, la stabilité des prix et la croissance économique à long terme. Il s'agit principalement d'utiliser le budget de l'Etat pour amener la demande globale au niveau souhaité. La politique budgétaire, parfois appelée politique fiscale, ne fait pas l'unanimité chez les économistes. Comme sur d'autres questions, les libéraux et les interventionnistes ont des visions tout à fait opposées à ce sujet. Pour les économistes interventionnistes, la politique budgétaire constitue un moyen efficace de contrer les fluctuations économiques et, par conséquent, de stabiliser l'économie. A l'inverse, les économistes libéraux estiment que ce type d'intervention entrave les mécanismes naturels du marché dans la mesure où il empêche les ajustements structurels et la concurrence. L'Etat produit ses services grâce à l'argent provenant des impôts (...) Si l'on ajoute les sommes importantes que l'Etat redistribue aux ménages et aux entreprises, on se rend compte que le budget de l'Etat peut jouer, de façon directe ou indirecte, un rôle considérable dans l'évolution de la demande globale. Le budget de l'Etat devient alors un outil dans la poursuite de certains objectifs comme tels que le plein emploi et la stabilité des prix. En période de crise économique, les consommateurs et les entreprises hésitent à faire certaines dépenses quand la situation économique est défavorable. Il s'ensuit un fléchissement de la consommation et de l'investissement, et donc une baisse de la production et une hausse du chômage. L'ardeur des ménages et des entreprises étant de ce fait encore plus refroidie, l'économie se trouve piégée dans un cercle vicieux. L'Etat peut alors décider de renverser la vapeur en augmentant ses propres dépenses ou en diminuant les impôts, quitte à provoquer un déficit budgétaire momentané : c'est la politique budgétaire expansionniste. A l'opposé, lorsque l'économie est en surchauffe, l'Etat peut freiner la demande globale en augmentant les impôts ou en réduisant ses dépenses : c'est la politique budgétaire restrictive. Parfois, et même sans intervenir de manière délibérée, l'Etat relance la demande globale par l'intermédiaire de certains programmes qui jouent le rôle de « stabilisateurs automatiques » de l'économie. L'assurance chômage et l'aide sociale (programmes de dépenses) ainsi que le système d'impôt progressif (programmes de fiscalité) en sont des exemples. En période de récession, un plus grand nombre de chômeurs ont accès aux programmes d'indemnisation, ce qui a pour effet d'accroître l'ensemble des dépenses de l'Etat.

R. Bouret, A. Dumas, *Economie globale, à l'heure de la mondialisation*, ERPI, 2009.

Questions.

1. Pourquoi l'utilisation de la politique conjoncturelle fait-elle l'objet d'un débat chez les économistes ?
3. En quoi la poursuite de l'objectif de stabilité des prix et de l'objectif de lutte contre le chômage peut-il placer les pouvoirs publics face à un dilemme ?
3. Expliquez succinctement l'expression « stabilisateurs automatiques ».
4. Quelle différence faites-vous entre le mécanisme du multiplicateur et celui des stabilisateurs automatiques ? Rappelez comment fonctionne chacun de ces mécanismes.

Document 17. Le multiplicateur budgétaire

L'« **effet multiplicateur** », concept énoncé en 1936 par l'économiste britannique J.M. Keynes (1883-1946) dans sa *Théorie générale de l'impôt, de l'intérêt et de la monnaie*, a permis de justifier les politiques budgétaires de relance et l'utilisation du déficit budgétaire comme instrument. Le principe est le suivant : dans une économie, une variation d'une des composantes de la demande (consommation, investissement, dépense publique) provoquera une variation plus élevée de la demande. Par exemple, une hausse de 1 milliard de la dépense publique provoquera une hausse de 3 milliards de la production, grâce à l'ensemble des revenus induits par cette impulsion de départ.

Exercice sur le multiplicateur : Passer d'une dépense à son effet multiplicateur sur le PIB

Soit une économie dans laquelle les pouvoirs publics dépensent 100 millions d'euros de plus. Cette dépense correspond à des revenus supplémentaires qui vont être dépensés par les ménages, dont la propension marginale à consommer est de 0,8 (c'est-à-dire que 80% du revenu supplémentaire est consacré à la consommation, et 20% à l'épargne). On peut donc déduire les évolutions suivantes :

Période	Variation de la demande ΔD	Variation du revenu ΔY	Variation de la consommation ΔC	Variation de l'épargne ΔS
1	+100	+100	80	20
2	+80			
3		64		
4				
5			32,768	

1. Calculer - Remplissez l'ensemble du tableau. N'oubliez pas l'effet de la propension marginale à consommer.

2. Calculer - Calculez la somme totale d'augmentation du PIB sur ces 5 périodes et comparez-la à la dépense initiale.

3. Justifier - À partir de vos calculs, justifiez l'expression de « multiplicateur » utilisée par les économistes pour parler de ce mécanisme économique.

4 - Cochez la/les bonne(s) réponse(s)

a) Une politique de relance budgétaire consiste en :

- ☐ ↗ recettes fiscales
- ☐ ↘ recettes fiscales
- ☐ ↗ dépenses publiques
- ☐ ↘ dépenses publiques

b) L'effet multiplicateur d'une relance budgétaire est d'autant plus élevé que le taux

d'épargne est ☐ faible ☐ fort, et donc que la propension à consommer est ☐ faible ☐ forte ; et que la consommation de produits importés est ☐ faible ☐ forte.

c) Les relances budgétaires ont un effet positif sur la croissance (Δ PIB) lorsque :

- ☐ si pour 1 de revenus injectés, on obtient -0,5 de revenus générés
- ☐ si pour 1 de revenus injectés, on obtient 0,5 de revenus générés
- ☐ si pour 1 de revenus injectés, on obtient 1 de revenus générés
- ☐ si pour 1 de revenus injectés, on obtient 1,5 de revenus générés
- ☐ si pour 1 de revenus injectés, on obtient 2 de revenus générés

Document 18 : Les valeurs moyennes* des différents instruments du multiplicateur budgétaire

Si l'Etat consacre 1 en...	Les revenus générés augmentent de...
Hausse de l'investissement public	1.1
Baisse de l'impôt sur les sociétés	0.3
Baisse de l'impôt sur le revenu	0.5
Baisse de la TVA	0.5
Baisse des cotisations sociales (employeurs et/ou salariés)	0.4

D'après Revue de l'OFCE n°116, janvier 2011, page 68 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>)

Ces données sont obtenues en faisant la moyenne de toutes les études économiques cherchant à évaluer les coefficients des multiplicateurs budgétaires (méta-analyse menée par l'OCDE en 2009).

Questions :

1. - Faites une phrase précise donnant sens à 1,1.

2- Quel est l'instrument des politiques de relance budgétaire qui produit les effets les plus grands ? Donnez 2 exemples de ce dernier.

3 - Quel effet multiplicateur obtiendrait un gouvernement qui mettrait en œuvre les 3 instruments les plus efficaces ?

Document 19 : Effets des multiplicateurs budgétaires selon l'instrument utilisé à court, moyen et long terme (en % de PIB)

Estimations de l'OFCE		1 an	5 ans	10 ans
Baisse de 1 point de PIB des prélèvements obligatoires (Cotisations sociales, CSG, TVA)	Bas de cycle	4.3	4.9	5.6
	Haut de cycle	3.8	3.6	0
Hausse de 1 point de PIB des dépenses publiques (Prestations sociales, Investissement public, Emploi public)	Bas de cycle	3.6	3.4	4.1
	Haut de cycle	3.2	1.3	-1.4

- Bas de cycle = récession ** Haut de cycle = expansion

Nota : C'est seulement à court terme et isolément que l'investissement public est celui qui a le plus grand effet multiplicateur. Mais globalement et à plus long terme, les instruments de baisse des PRO sont plus efficaces.

Lecture : En période de récession une relance budgétaire par diminution d'1 point de PIB des PRO génère 4,3 points de PIB supplémentaires à l'issue de la première année, 4,9 points de PIB (en tout) au bout de 5 ans et 5,6 points de PIB (en tout) au bout de 10 ans. Les effets surviennent donc surtout la première année et s'amenuisent beaucoup avec le temps.

Questions :

1. Donnez 2 exemples de prestations sociales et d'emplois publics (4 ex. en tout).

2. - A court terme en période de récession, mieux vaut-il relancer en baissant les PRO ou en augmentant les dépenses publiques ? A long terme ? Et en période d'expansion ? Justifiez vos réponses. Donc dans tous les cas, la relance budgétaire est plus efficace via :

- ☐ Les baisses de PRO ☐ Les hausses de dépenses publiques

3. Les politiques de relance budgétaire sont-elles plus efficaces en période de récession ou d'expansion ? Justifiez votre réponse.

Document 20 : L'efficacité de la politique budgétaire et la querelle du multiplicateur

L'Etat peut-il influencer le niveau d'activité en faisant varier les dépenses et les recettes publiques ? C'est l'enjeu du débat sur l'ampleur du multiplicateur budgétaire. Le principe de base du multiplicateur est qu'une dépense publique supplémentaire (ou une baisse d'impôt) provoque un surcroît de revenu, lequel est au moins partiellement dépensé, ce qui suscite une production supplémentaire et de nouveaux revenus. Par effets d'entraînement successifs, l'accroissement du revenu national engendré peut être plus important que la dépense initiale. On dit alors que le multiplicateur a une valeur supérieure à un. Mais le mécanisme peut fonctionner aussi en sens inverse. Une baisse de la dépense des administrations publiques - ou une augmentation d'impôt - ponctionne les revenus et freine l'activité.

A la suite de la Grande Dépression et des travaux de Keynes, et dans les décennies d'après-guerre, la politique budgétaire était considérée comme l'instrument majeur au service de la

croissance [...]. La politique budgétaire a cependant été remise au second plan à partir des années 1980, du moins en Europe. Son efficacité est considérée comme limitée par un ensemble de contraintes. Certaines sont liées à ses effets secondaires, qui annulent en partie ses bénéfices : fuite par les importations dans des économies de plus en plus ouvertes, hausse du taux d'intérêt dès lors que le déficit public est financé sur les marchés... ; d'autres tiennent aux délais de mise en œuvre de ces politiques, dont les effets se font dès lors souvent sentir à contretemps. D'autres encore, plus théoriques, relèvent de ce que les économistes appellent "l'équivalence ricardienne" : anticipant des hausses d'impôts futures, les agents réagiraient à un creusement du déficit par une augmentation de leur épargne [...]

Mais la dégradation de la conjoncture dans la zone euro a invalidé cette vision. Toutes les conditions sont au contraire réunies pour maximiser l'impact récessif des politiques budgétaires : la demande privée est extrêmement déprimée ; les taux d'intérêt, déjà proches de zéro, ne peuvent baisser davantage ; et l'austérité est pour ainsi dire "coordonnée". Comme l'explique l'OFCE, *"à l'effet restrictif national de l'ajustement s'ajoute celui des partenaires qui passe par le canal du commerce extérieur. La restriction budgétaire d'un pays se transmet ainsi aux autres pays"*.

Le Fonds monétaire international (FMI) le reconnaît explicitement : *"Les multiplicateurs utilisés dans les prévisions de croissance ont été systématiquement trop bas depuis le début de la grande récession."* Habituellement fixés à 0,5, ils seraient plutôt de l'ordre de 0,9 à 1,7. L'impact restrictif des politiques d'austérité menées dans la zone euro est donc bien plus important que prévu.

Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013 (http://www.alternatives-economiques.fr/l-efficacite-de-la-politique-budget_fr_art_1211_63578.html)

Questions :

- 1 - Comment le multiplicateur peut-il jouer à l'envers ? Faites un schéma d'implication pour répondre.
2. - Quelles sont les contraintes qui pèsent sur l'efficacité de la relance budgétaire ?
- 3- Pourquoi la coordination des politiques budgétaires, qu'elles soient de relance ou de rigueur, amplifie les effets ?
- 4- Si le multiplicateur est de 0,5, est-il efficace de mener une politique de consolidation budgétaire pour lutter contre le déficit public ? Justifiez votre réponse.
- 5 - Quel effet a une politique de consolidation budgétaire si le multiplicateur est supérieur ou égal à 1 ? Justifiez votre réponse.
6. Quel enjeu politique y'a-t-il autour de l'estimation économique des multiplicateurs budgétaires (ou dit autrement, pourquoi est-il fâcheux que le FMI se soit trompé dans ses estimations) ?

Conclusion : Complétez avec les mots suivants

PIB – frein – relance – expansionniste – recettes – bas – haut – déficit public – simultanément – budgétaire – conjoncture

La question de savoir à quel moment mener une politique _____ est cruciale. Il en va en effet de l'efficacité même de la stratégie de politique économique mise en place, comme on l'a vu plus haut. Menée en _____ de cycle, une politique budgétaire _____, entamée éventuellement pour des raisons électoralistes, peut être inflationniste et nuire à la compétitivité mais aussi engendrer un fort effet d'éviction et réduire in fine le _____ : tel est le cas d'une politique d'investissement ou d'emploi public. Menées en _____ de cycle, ces deux mêmes politiques deviennent efficaces, engendrant une forte augmentation du PIB. [...] Aussi peut-on être inquiet de voir l'ensemble des gouvernements européens renoncer précocement à la _____ et entamer une période de forte rigueur budgétaire alors que l'économie européenne reste dans une phase basse de _____. La généralisation de la rigueur dans toute l'Europe portera un sérieux _____ à la croissance économique : les multiplicateurs budgétaires sont en effet d'autant plus grands que les politiques budgétaires sont _____ orientées vers l'expansion ou vers la rigueur. Le gain budgétaire attendu par les politiques d'austérité pourrait être en grande partie rogné par le manque à gagner du côté des _____ fiscales avec la moindre croissance. Ces politiques budgétaires, menées sous la contrainte des marchés financiers, pourraient s'avérer contreproductives. S'il est probable qu'elles ne puissent pas réduire rapidement le _____, elles pourraient en revanche avoir pour conséquence le déclenchement de la déflation dans la zone euro. Le problème de la soutenabilité de la dette publique en serait alors renforcé.

Source : op.cit. <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>

Notion 7 : Groupe d'appartenance, groupe de référence

Sociologie – Chapitre 2.1 Groupes et réseaux sociaux

Groupe d'appartenance, groupe de référence (Fiche Eduscol)

On peut relier les notions de groupe d'appartenance et de groupe de référence à celle de frustration relative. S'appuyant sur la fameuse enquête de Samuel A. Stouffer sur les soldats américains durant la seconde Guerre Mondiale, Robert Merton souligne que les soldats de l'aviation, où les promotions sont rapides, sont moins satisfaits que ceux de la garde nationale, où les promotions sont rares (*Éléments de méthode sociologique*, Armand Colin, 1998). C'est que les premiers s'identifient plus facilement au groupe des officiers et jugent donc leur situation présente comme plus insatisfaisante que les seconds qui n'ont pas les mêmes espérances. Cette situation peut déboucher sur des mécanismes de « frustration relative ».

Généralement, le groupe de référence est un groupe de statut plus élevé que celui de l'individu. On peut cependant souligner des cas où ce point est moins évident. Les travaux de Dominique Pasquier (notamment *Cultures lycéennes*, Autrement, coll. « Mutations », 2005) soulignent ainsi que le rap, le R'n'B ou le rock sont dominants chez les adolescents et amènent ceux-ci à s'identifier aux groupes populaires dont ces musiques sont issues. Elle précise ainsi que la culture dominante est devenue, chez les jeunes au moins, la culture populaire. Cela peut ouvrir à des pistes de réflexion intéressantes auprès des élèves. Il est possible ici de faire un lien avec le chapitre sur la socialisation en insistant sur le rôle des différents groupes en tant qu'instances de socialisation.

Document 1- A quoi sert un groupe de référence ?

La distinction entre groupe d'appartenance et de référence¹ s'est également révélée féconde pour expliquer certains comportements. [...] Le groupe de référence a d'abord une fonction comparative. Il sert de base de comparaison aux individus pour s'évaluer et évaluer les autres. Par exemple, un groupe social évaluera sa situation par rapport au groupe placé immédiatement au dessus de lui : s'il voit la situation de ce groupe s'améliorer, alors que la sienne ne bouge pas, il en conclura à une détérioration relative de sa propre situation (théorie de la frustration relative). Mais le groupe de référence exerce également une fonction normative. Le groupe de référence est celui qui sert de modèle normatif pour un individu. Par exemple, le bourgeois gentilhomme de Molière prend comme groupe de référence l'aristocratie. Dans la vie sociale, il arrive assez souvent que des employés prennent comme groupe de référence celui des cadres qu'ils côtoient. Mais le groupe de référence peut également être « négatif » et servir de repoussoir : on s'opposera à tout ce qui vient de lui, par principe, et on adoptera alors une attitude inversée par rapport à la sienne (...)

Deux problèmes restent posés. D'abord qu'est-ce qui détermine un individu à prendre comme référence un autre groupe que celui auquel il appartient ? En fait, on peut distinguer deux cas de figure. Le premier correspond à une situation où l'individu se sent rejeté par les autres membres du groupe : il est donc conduit à chercher une reconnaissance sociale

¹ La notion de **groupe de référence** a été mise en évidence d'abord par **George Caspar Homans**

auprès d'un autre groupe. Le second correspond à une situation où l'individu se sent attiré par un autre groupe au sein duquel il espère être prochainement promu : l'adhésion aux **normes** du groupe a donc une fonction de **socialisation anticipatrice** à de nouvelles fonctions. Un second problème est celui du choix du groupe de référence.

L'individu prendra généralement comme référence un groupe qui bénéficie d'un prestige plus grand que celui de son groupe d'appartenance mais qui reste cependant suffisamment proche de lui pour que le fossé entre les deux groupes ne soit pas infranchissable. Ces deux règles ne sont cependant pas intangibles. Un individu peut s'identifier à un groupe de référence de condition sociale inférieure à la sienne. Il en est ainsi, par exemple, de « l'intellectuel engagé » qui s'identifie à la classe ouvrière. Sa situation de classe le situe dans la bourgeoisie mais il adopte une position de classe différente, celle de la classe ouvrière (qui lui sert donc de groupe de référence).

Dictionnaire de sociologie, Jean Etienne et alii, page 135, collection Initial, Hatier, 1995

Question :

1. Quelles sont les fonctions du groupe de référence ?

Document 2. Bande Annonce du film « Tout ce qui brille » de Géraldine Nakache <http://www.youtube.com/watch?v=c08OBrRbzqE> (durée 3mn)

Questions :

1. Rappelez la définition de norme et illustrez-la par un exemple.
2. Quelles sont les deux fonctions du groupe de référence ? Expliquez-les.
3. Illustrez par un exemple la phrase soulignée après avoir vu la Bande Annonce
4. Que signifie l'expression « socialisation anticipatrice » ?
5. Illustrez la notion de socialisation anticipatrice en vous appuyant sur les extraits visionnés

Document 3. Cultures lycéennes, la tyrannie de la majorité

Dans la sociabilité juvénile, la culture de la rue jouit d'un très grand prestige. Aujourd'hui, les cultures musicales populaires, et souvent d'origine ethnique - le rap vient des ghettos noirs américains du Bronx, le reggae des banlieues jamaïcaines, le punk rock des quartiers ouvriers des grandes villes anglaises -, sont les pôles de référence. [...] Ces musiques ethniques donnent des consignes de langage, de vêtements, de manières d'être avec les autres, toutes choses bien utiles à un âge où la personnalité se développe en permanence par la comparaison avec les autres. La musique classique ou le jazz n'offrent évidemment pas de telles possibilités. Ils peuvent procurer des plaisirs esthétiques personnels, mais sont un mauvais investissement pour le travail de sociabilité.

On peut se demander si ce phénomène d'« héroïsation » du populaire ne dépasse pas le domaine de la culture stricto sensu pour s'étendre plus largement aux modes de vie. C'est ce que laissent entendre en tout cas les travaux de David Lepoutre sur les jeunes de La Courneuve lorsqu'il constate que les collégiens qui vivent en pavillon sont méprisés par ceux qui vivent dans les barres de la cité des 40000 et intériorisent fortement cette hiérarchie

inversée : « Il n'est jusqu'aux adolescents résidant en pavillons qui ne soient prêts à renier leur appartenance résidentielle au profit d'un ancrage de circonstance au grand ensemble.[...] Comparés aux autres, ils ont de plus grandes chances de réussite future dans leurs études et sont promis à un meilleur avenir professionnel. Pourtant, dans le contexte du collège de la cité, ce sont eux les dominés du moment. Le terme « bouffon » indique d'ailleurs bien la caractérisation négative et le mépris dont ils font l'objet. En somme, conclut-il, en insistant sur la nouveauté de la chose, « la culture des rues s'exporte bien puisqu'elle se vend et qu'elle rapporte même beaucoup d'argent ».[...] Ce n'est pas vers le « haut » que se tournent désormais les regards des jeunes mais bel et bien vers les cultures de rue.

Cultures lycéennes, la tyrannie de la majorité, Dominique PASQUIER, collection mutations, éditions Autrement, 2005.

Questions :

- 1. Qu'est ce que la culture de rue ?**
- 2. Quelle est la particularité du groupe de référence des jeunes de La Courneuve ?**
- 3. Comment peut-on l'expliquer ?**

Notion 8 : Le capital social

Sociologie – Chapitre 2.2- Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?

Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance [...]. Le volume de capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume de capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié. Ce qui signifie que, quoiqu'il soit relativement irréductible au capital économique et culturel possédé par un agent déterminé ou même par l'ensemble des agents auxquels il est lié (comme on le voit bien dans le cas du parvenu¹), le capital social n'en est jamais complètement indépendant du fait que les échanges instituant l'inter-reconnaissance supposent la reconnaissance d'un minimum d'homogénéité "objective" et qu'il exerce un effet multiplicateur sur le capital possédé en propre. [...] C'est pourquoi la reproduction du capital social est tributaire d'une part de toutes les institutions visant à favoriser les échanges légitimes et à exclure les échanges illégitimes en produisant des occasions (rallyes, croisières, chasses, soirées, réceptions, etc.) des lieux (quartiers chics, écoles sélectes, clubs, etc.) ou des pratiques (sports chic, jeux de société, cérémonies culturelles, etc.) rassemblant de manière apparemment fortuite des individus aussi homogènes que possibles.

P. Bourdieu, « Le capital social, notes provisoires », Actes de la recherche en sciences sociales, n°3, 1980.

Questions :

- 1/ D'après P. Bourdieu, en quoi consiste le capital social ?
- 2/ Le volume de capital social est-il le même en fonction de la position sociale (niveau de capital économique et culturel) ?

3/ Qu'est-ce qui permet d'après Bourdieu, de produire et de reproduire le capital social ?

Point notion : le capital social chez Pierre Bourdieu (1930-2002)

Capital social

Définition 1. « Ensemble des relations « socialement utiles » qui peuvent être mobilisées par les individus ou les groupes dans le cadre de leur trajectoire professionnelle et sociale. » (Bonnewitz, 2002, « Glossaire spécifique », p. 93)

Définition 2. « Le *capital social* désigne une [...] forme de capital, lié à la possession durable d'un réseau de relations sociales ou à l'appartenance à un groupe stable que l'individu peut mobiliser dans ses stratégies. Ce capital est variable en volume et en potentialités selon les relations concernées : « *Le volume de capital social que possède un agent particulier dépend de l'étendue des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume de capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié.* » (Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*, Minuit, 1980) » (Akoun, Ansart, 1999)

Attention ! Le capital social au sens de Bourdieu n'est donc pas l'ensemble des relations d'un individu, mais l'ensemble des relations *dotées d'un certain pouvoir*. (d'après Catherine Delcroix, 25/10/2004)

<http://www.cours-gratuit.org/lexique-sociologique>

Dans *Les formes de capital* (1986) Pierre Bourdieu distingue trois formes de capital : capital économique, capital culturel et capital social. Il définit le capital social comme « agrégat des ressources réelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de plus ou moins de rapports institutionnalisés de la connaissance et de l'identification mutuelles. » (Bourdieu, 1983:249)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Capital_social_\(sociologie\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Capital_social_(sociologie))

Document 4. Le capital social chez Coleman

Dans le chapitre des *Foundations of Social Theory* [1990] qu'il consacre à la notion de capital social, Coleman commence par le distinguer du capital humain en recourant à une image classique empruntée à la théorie des graphes : « Le capital humain se situe dans les points, et le capital social dans les lignes qui relient les points. » La fonction du capital social réside donc dans la valeur pour les acteurs de leur position dans la structure sociale engendrée par ces « lignes » relationnelles, valeur qui correspond elle-même aux ressources auxquelles ils peuvent ainsi accéder pour réaliser leurs objectifs.

Une définition opératoire

Comment parvenir à une définition opératoire de ce « capital social » dont on veut mesurer les éventuels effets spécifiques ? Fondamentalement, la mesure du capital social ne peut pas se réduire simplement au volume du « carnet d'adresses », c'est-à-dire au nombre des personnes qu'un individu compte parmi ses amis ou ses connaissances. De Graaf et Flap [1988] ont ainsi montré qu'il n'y aucune corrélation entre la taille d'un réseau personnel et la fréquence avec laquelle des emplois ou

des informations sur des emplois disponibles sont trouvés grâce à ces réseaux. Il faut en réalité tenir compte de plusieurs autres paramètres : du volume des ressources matérielles, symboliques et relationnelles détenues par les connaissances d'un individu, de la probabilité que peut avoir cet individu de parvenir à les mobiliser avec succès pour son propre compte, c'est-à-dire de la volonté qu'auront ses amis et ses connaissances d'engager pour lui une partie de leurs propres ressources. Autrement dit, il ne sert à rien d'avoir beaucoup d'amis, si ceux-ci ne peuvent ou ne veulent mettre que de faibles ressources à votre disposition. Il faut donc dans un premier temps définir le capital social comme le produit de la taille du réseau personnel, du volume des ressources contenues dans ce réseau (c'est-à-dire de l'information et des différentes espèces de capital détenues par les agents avec lesquels des relations sont entretenues), et des chances d'accès à ces ressources.

Mais si l'on inclut les ressources relationnelles dans la typologie des ressources accessibles à un individu à travers son réseau de relations, autrement dit si le capital social d'un individu est constitué en partie du capital social de ses relations, alors cela veut dire que le capital social ne se limite pas aux relations directes, mais inclut aussi les relations indirectes, et donc les ressources détenues par les connaissances d'amis et les amis de connaissances... Par conséquent, si l'on généralise cette hypothèse, il faut dans un second temps partir du principe que la valeur du capital social d'un individu, loin de dépendre seulement du nombre et des ressources de ses relations, dépend en réalité des caractéristiques structurales du réseau qu'elles forment autour de lui et entre elles, en tenant compte y compris des relations indirectes.

En suivant une idée développée par Coleman, on peut dire que l'appartenance à un groupe social dans lequel l'honnêteté est une norme suivie par les individus est une forme de capital social. En effet, dans un tel groupe, on peut faire confiance aux individus en raison de leur honnêteté intrinsèque et en raison de la pression que le groupe social exercerait sur l'un de ses membres qui ne mettrait pas en œuvre la norme attendue.

L'appartenance à un tel groupe est bien un capital, c'est-à-dire une ressource qui facilite les transactions entre les agents à l'intérieur du groupe en ne rendant pas nécessaires toutes les précautions à prendre dans les cas où l'honnêteté et la confiance font défaut. Il s'agit bien d'un capital social puisque ce sont les liens intangibles, non appropriés entre les individus qui sont la ressource, notamment lorsqu'on considère la pression du groupe qui assure que l'individu suivra bien la norme attendue d'honnêteté. C'est le mécanisme à la base de la réflexion de Weber [1905] selon qui l'appartenance à une communauté (au sens de groupe qui sélectionne les individus) religieuse constituait un atout pour les carrières commerciales aux Etats-Unis au début du XXe siècle. Plus près de nous, ce phénomène se trouve à la base des échanges non contractuels, parfois d'un montant très élevé, entre les entrepreneurs américains: l'étude classique de Stewart Macaulay (1963) établit que, dans un nombre très élevé de cas, les transactions entre firmes s'effectuent sans contrat, ou dans un cadre juridique défectueux; de plus, les manquements aux contrats passés aboutissent peu souvent à des mesures juridiques de rétorsion. L'auteur explique cette situation par la réticence que les entrepreneurs ont vis-à-vis de formalités nuisibles à la confiance (demander un contrat précis, c'est montrer que l'on n'a pas confiance), à l'exécution de la transaction (on n'obtient rien de plus que ce qui est explicitement spécifié). Cette confiance est aussi essentielle pour les associations de crédit rotatif (ou tontines), dans lesquelles, à l'intérieur d'un groupe et selon une périodicité convenue, chaque participant donne une somme et le total est attribué (par tirage au sort ou selon d'autres modalités) à l'un des membres. Lors de la réunion suivante, la même opération se répète pour que chacun en bénéficie à son tour. Ce système simple, largement répandu en Asie, permet d'obtenir, à un faible coût, un petit capital difficile à obtenir autrement dans le cas de populations pauvres, n'offrant aucune garantie pour des crédits bancaires; le système suppose là encore une relation de confiance pour ne pas faire face à des défections de la part de ceux qui en ont bénéficié dans les périodes immédiatement antérieures.

Steiner, sociologie économique, La Découverte, coll. Repères, 2004, p. 74

Document 5. Le capital social, la confiance et l'opportunisme

Pour illustrer sa conception du capital social, le sociologue américain James Coleman prend l'exemple suivant : sur le marché des diamantaires de New York, le haut degré de confiance entre marchands leur permet de s'échanger, sans formalités, pour expertise des diamants de

très grande valeur. Ils ont, pour toutes garanties, la confiance qu'ils ont les uns dans les autres. Cette confiance bénéficie à tous sur le marché en leur permettant d'éviter les dépenses – assurances, rédaction de reçus ou élaboration de contrats. Elle est due au fait que le marché est tenu presque exclusivement par une communauté dans laquelle les liens familiaux sont très denses ; du coup, si un acteur venait à se comporter de façon malhonnête, il serait immédiatement exclu du marché par les autres diamantaires et mis au ban de la communauté.

Sophie Ponthieux, le capital social, La Découverte, coll. Repères, 2006

Document 6 : Capital social et traders

Mitchell Abolafia montre en détail comment les comportements des courtiers sur les marchés financiers américains (New York et Chicago) sont le résultat d'une construction sociale. Son étude est une démonstration documentée et précise justifiant cette affirmation classique de Weber [1905, p. 14-15] : « La "soif d'acquérir", la "recherche du profit", de l'argent, de la plus grande quantité d'argent possible n'ont en eux-mêmes rien à voir avec le capitalisme. [...] Le capitalisme s'identifierait plutôt avec la domination, à tout le moins avec la modération rationnelle de cette impulsion irrationnelle. »

Le comportement des courtiers est conforme à l'idée que l'on se fait de *l'homo oeconomicus* : le comportement est caractérisé par le suivi et l'examen attentifs d'un flot continu d'informations, par la gestion rationnelle des incertitudes marchandes ainsi que par des enjeux économiques importants dont le sort personnel du courtier dépend étroitement et en premier lieu des salaires et des primes qui ont été très importantes dans les années 1990 [Godechot, 2001]. La question se pose pourtant de savoir comment cela se traduit dans la pratique quotidienne et, surtout, de savoir quelles sont les limites fixées devant un tel comportement pour maîtriser « rationnellement l'impulsion irrationnelle » de la recherche du gain monétaire maximal. En effet, de par leur situation d'intermédiaires, les courtiers disposent souvent d'informations rendant profitable un comportement opportuniste allant contre l'intérêt de leurs clients ou partenaires, voire contre l'intérêt de l'ensemble de la profession (maintien du marché). Plus concrètement, l'opportunisme veut dire qu'un courtier opérant sur un marché dérivé (futures), où les transactions se font en direct entre professionnels, cherche à renégocier telle ou telle transaction passée avec un de ses collègues au moment de solder le marché. Dans d'autres cas, sachant que son client va se porter acquéreur d'un volume important d'un titre, le courtier en achète à l'avance (puisque c'est lui qui doit faire la transaction pour son client) et le lui revend plus cher suite à la hausse des cours qu'entraîne la hausse de la demande de ce titre. Cet opportunisme est d'autant plus tentant, explique Abolafia, que la limite qui le sépare d'un comportement intéressé agressif est floue, que les avantages à court terme sont énormes, que les informations qui passent entre les mains des courtiers leur en donnent les moyens et que les contraintes et les contrôles sont limités.

L'enquête de type ethnographique de l'auteur montre que le « marché », c'est-à-dire les autres courtiers et les intervenants extérieurs, tolère l'opportunisme, tout en s'efforçant d'en limiter les excès. Dans les marchés où les transactions se font entre professionnels (les market makers sur les marchés dérivés par exemple), l'opportunisme est contrôlé par les effets de réputation négatifs qu'il entraîne et les pressions du groupe sur le comportement déviant. Lorsque les transactions ne font pas intervenir de relations de face-à-face, le contrôle est plus formel et différentes instances sont chargées de réguler le fonctionnement du marché, de régler les conflits opposant les professionnels, voire de définir les positions (spéculatives) autorisées dans le cas de crises importantes. Il arrive même que les autorités monétaires (la FED) interviennent lorsqu'une spéculation exceptionnelle - comme celle sur l'argent-métal en 1987 – met en danger l'existence du marché (les professionnels, à court de liquidité, devaient emprunter à des taux très élevés) en demandant aux banques de fournir de la liquidité au marché et aux autorités financières de bloquer les positions spéculatives.

De tels processus sociaux de contrôle ne constituent pas une ossature institutionnelle que

l'on pourrait considérer comme une limite « frictionnelle » au déploiement du comportement économique rationnel. Abolafia insiste au contraire sur le fait qu'ils contribuent à définir ce qu'est le comportement économique rationnel au travers de la définition de la différence entre l'opportunisme et ce qui est considéré comme un comportement intéressé agressif acceptable. D'ailleurs, la mise en évidence d'un cycle de l'opportunisme en est un bon indice: après une crise grave qui renforce la pression exercée par les contrôles informels et formels, l'opportunisme décroît, le contrôle ensuite, en conséquence de quoi l'opportunisme qu'engendrent les marchés reparaît jusqu'à ce qu'une crise vienne remettre les contrôles au premier plan.

Steiner, Sociologie économique, La Découverte, coll. Repères, 2004, p.59-60

Questions :

- 1) A quoi Coleman assimile la confiance et l'honnêteté ?
- 2) Sur quoi se fonde la confiance ?
- 3) Listez les exemples de groupes sociaux dans lesquels la confiance est un capital social.
- 4) Décrivez le comportement des traders.
- 5) Expliquez la phrase soulignée. Dans quelle mesure peut-on parler d'un « cycle de l'opportunisme » ?
- 6) Comment peut-on relier ce « cycle de l'opportunisme » aux notions de confiance et d'honnêteté envisagées comme un capital social ?

Notion 9 : Anomie

Sociologie – Chapitre 3.2 - Contrôle social et déviance

Le point notion

Chez Durkheim (en général) : situation d'une société dans laquelle les individus ne savent plus comment orienter leurs conduites du fait de règles sociales moins contraignantes.

Définitions :

Notion utilisée par E. Durkheim : situation d'une société dans laquelle « il y a déficience de règles sociales communément acceptées, de sorte que les individus ne savent plus comment orienter leurs conduite » (Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Nathan, 1996).

Notion utilisée par R.K. Merton : « situation où l'individu est dans l'impossibilité, du fait de sa position dans la structure sociale, d'atteindre un objectif défini et même prescrit par la culture de la société dans laquelle il vit » (Dictionnaire de sociologie, Le Robert/Seuil, 1999).

Remarque : la définition d'E. Durkheim renvoie à l'idée de désirs illimités chez les individus ; celle de R.P. Merton renvoie à l'idée d'insuffisance des moyens pour atteindre des objectifs déterminés.

Document 7- La déviance est le produit de l'anomie selon Durkheim

Durkheim s'interroge plus précisément sur les particularités des comportements déviants au sein de la société industrielle. Il établit un lien entre les nouvelles formes de déviance et le passage de la solidarité mécanique caractéristique des sociétés traditionnelles, à la solidarité organique, caractéristique des sociétés modernes. La division du travail social s'accompagne, pour Durkheim, d'une progression de l'individualisme (au sens sociologique cela signifie autonomisation des individus, émancipation de individus des tutelles traditionnelles) puisque la conscience collective qui unissait les membres des sociétés laisse progressivement place à la diversité des conscience individuelles. Le défaut de régulation sociale qui caractérise les sociétés en mutation (comme par exemple, la société française de la fin du XIX e siècle) a pour principal effet d'altérer sa cohésion ; c'est ce que Durkheim met en évidence à travers le concept d'anomie. Absence de lois au sens étymologique, l'anomie signifie chez Durkheim l'affaiblissement de l'emprise des normes sociales sur les conduites individuelles. Il parle ainsi de suicide anémique pour caractériser la progression des suicides liés au dérèglement de la vie sociale : avec la disparition des régulations traditionnelles, le individus se trouvent dans une situation où leurs désires ne sont plus limités par la société. Ils perdent alors leurs repères sociaux, d'où le développement de comportements témoignant de la désorganisation social tels que el suicide ou le crime...

Philippe Riutort, Premières leçons de sociologie, PUF, 2010.

Questions

1. En quoi les formes de solidarité diffèrent-elles pour Durkheim ?
2. Quelle est l'explication de la déviance selon Dukheim ?

3. Illustrer. Donner un exemple d'anomie économique et sociale en France au début du XXI^e siècle.

Notion 10 : Désaffiliation et disqualification

Regard croisé 2 - Action publique et régulation

Le point notion : désaffiliation chez Robert Castel (1934-2013) et disqualification sociale chez Serge Paugam (1960-)

Désaffiliation: On parle de désaffiliation sociale plutôt que d'exclusion sociale (Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995) quand on veut mettre l'accent sur le processus plutôt que sur une situation, processus dans lequel le travail et la famille occupent un rôle central dans le déclenchement du processus multiforme qui aboutit à la rupture du lien social, qui n'est jamais totale, les SDF conservent des liens de sociabilité par exemple. On peut alors parler de **disqualification sociale** pour insister sur la stigmatisation de l'individu en désaffiliation notamment s'il a recours aux minima sociaux. (Serge Paugam, *L'exclusion, l'état des savoirs*, 1996).

La **pauvreté** est donc une notion différente de la désaffiliation (ou **exclusion**). On peut être exclu sans être pauvre, de la même manière qu'on peut être pauvre sans être exclu, même s'il y a des points communs dans les déclencheurs de la pauvreté et de l'exclusion.

Document 8 : L'exclusion

L'un des signes du caractère «flottant» et imprécis du concept d'exclusion est la multiplication des termes voisins, parfois synonymes: disqualification (S. Paugam), désaffiliation (R. Castel). Les hésitations de la terminologie traduisent l'incertitude des sociologues devant une réalité difficile à cerner. L'exclusion sociale peut faire l'objet de deux approches différentes, plus complémentaires que contradictoires. Elle est souvent envisagée comme un défaut d'insertion dont on va rechercher les causes chez l'individu, mais elle peut être aussi analysée, d'un point de vue macrosociologique comme le produit d'un défaut d'intégration dont on cherche l'origine dans la société. Alors que la première approche dominait dans les années de prospérité, la montée récente de nouvelles formes de pauvreté redonne de l'intérêt à la seconde. [...] Dans les années 80, l'apparition de nouvelles formes de pauvreté ne permet plus d'envisager l'exclusion comme un phénomène marginal. [...] Dans un contexte de dégradation de l'emploi, l'exclusion concerne de plus en plus d'individus qui n'ont pas été socialisés dans l'indigence. Le risque d'une société duale, c'est-à-dire d'une société où une partie de la population serait rejetée dans la sphère de l'inactivité professionnelle et de l'assistance, est mis en avant. Ces nouvelles réalités placent l'exclusion au cœur d'une question fondamentale pour la sociologie : celle de la cohésion sociale.

J. Etienne, F. Bloess, J.P. Roux, *Dictionnaire de sociologie*, Hatier, 1997.

Questions :

1. Définir l'exclusion.

2. Quelles sont les deux approches de l'exclusion ? Laquelle semble la plus pertinente, justifier votre réponse.

Document 9. Qu'est-ce que la désaffiliation ?

Selon Robert Castel, le parcours des exclus consiste à traverser 3 zones (de plus en plus perméables) : la zone d'intégration se caractérisant par l'association « travail stable-insertion relationnelle solide » (liens sociaux solides et multiples), la zone de vulnérabilité : précarité du travail et « fragilité des supports de proximité » (mais la précarité du travail peut être compensée par une relative insertion dans le cercle familial), zone de **désaffiliation** : absence de participation à toute activité productive, sociale, isolement relationnel = exclusion, repli sur soi. Dans la dernière zone, se trouvent les individus que Castel qualifie de « vaincus ».

Document 10 : La disqualification sociale

Le processus de disqualification se caractérise par plusieurs phases qui concernent des populations différentes et dont l'enchaînement, quoique non systématique, contribue à la dualisation de la société :

- la phase de fragilité concerne des personnes dont les difficultés sont essentiellement d'ordre économique : incertitude et irrégularité du revenu lié à une situation de précarité de l'emploi (pré-retraite, CDD, travail intérimaire, etc.). La fragilité correspond à l'apprentissage de la disqualification sociale durant lequel les individus prennent progressivement conscience de la distance qui les sépare de la majorité de la population possédant un travail régulier (constitution du stigmat).

- la phase de dépendance regroupe les personnes assistées qui font l'objet d'un suivi social régulier lié à des difficultés plus importantes : handicap physique ou moral, etc. Lors de cette phase, dans la plupart des cas, les individus considèrent tout d'abord l'assistance comme une situation humiliante et adoptent une attitude de distanciation. Puis, peu à peu, ils acceptent les contraintes du statut d'assisté.

- la phase de rupture se caractérise par un cumul de handicaps (absence d'emploi, problème de santé, absence de logement, perte de contacts avec la famille, etc.), produit d'une accumulation d'échecs conduisant à une forte marginalisation. Cette phase ultime du processus de disqualification va généralement de pair avec une perte d'efficacité des « derniers filets » de la protection sociale.

A Beitone et alii, *Aide-mémoire des sciences sociales*, Sirey, 1997.

Questions :

1. Qu'est-ce que la disqualification selon S Paugam ?
2. Bilan: quels sont les points communs entre les concepts de désaffiliation et de disqualification ?

Notion 11 : Etat-Providence

Regard croisé 2– Action publique et régulation

Document 11 - L'Etat-providence

Cette expression désigne :

Au sens large, **l'ensemble des interventions économiques et sociales de l'État** ; dans un sens plus restreint, **uniquement l'intervention de l'État dans le domaine social**, particulièrement à travers le système de protection sociale.

On l'oppose couramment à celle d'"État-gendarme ou protecteur", dans laquelle l'intervention de l'État est limitée à ses fonctions régaliennes. Cependant, d'après Pierre Rosanvallon, l'État-providence en est, en réalité, "une extension et un approfondissement".

L'expression " État-providence " aurait été employée pour la première fois dans un sens péjoratif par le député Emile Ollivier en 1864, afin de dévaloriser la solidarité nationale organisée par l'État par rapport aux solidarités traditionnelles. En effet, le développement économique et l'évolution des rapports sociaux conduisent alors l'État à remplir une fonction de régulateur social de plus en plus importante, et certains observateurs craignent que la solidarité nationale n'empiète sur les solidarités traditionnelles (familles, communautés...).

Pourtant, en France, l'État s'est longtemps limité à un rôle d'assistance : jusqu'au début du XX^e siècle, en effet, la bienfaisance publique a remplacé la charité de l'Église chrétienne, mais demeure réservée aux personnes dans l'incapacité de travailler (enfants, vieillards et infirmes). La protection des travailleurs repose sur la prévoyance individuelle ou sur une protection collective d'initiative privée (mutuelles de salariés, institutions patronales).

Source: <http://www.vie-publique.fr/decouverteinstitutions/citoyen/approfondissements/etat-providence.html>

Questions :

1. Quelle est la différence entre Etat-gendarme et Etat-providence ?
2. Rechercher dans un dictionnaire la définition de solidarité.
3. Quelles sont les deux types de solidarité ? Illustrez-les.

Document 12 : Etat-providence et croissance

« Les systèmes d'assurance sociale, figure principale en Europe continentale, sont l'émanation et le support de la société industrielle. Ils naissent au XIX^e siècle avec la révolution industrielle et son corrélat social : l'émergence du salariat. Destinées à garantir la continuité du revenu des ouvriers qui ont perdu les solidarités familiales et locales de la société agricole, elles permettent en même temps aux patrons de s'assurer la fidélité, la stabilité et la qualité de leur main d'œuvre.

Au cours des trente années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, le fordisme et les approches keynésiennes des politiques économiques vont permettre une véritable explosion des dépenses sociales (de 5% à 25% de PIB en moyenne en Europe). Pendant cette période, les politiques économiques et sociales semblent se renforcer l'une l'autre. Les

dispositifs de protection sociale permettent alors de soutenir et de relancer la croissance économique ; ils sont créateurs d'emplois (professions sanitaires, sociales et d'administration de la protection sociale) ; ils permettent de soutenir la capacité à consommer de ceux qui ne peuvent plus travailler (pour cause de maladie, chômage, vieillesse, invalidité) ; dans la mesure où ils garantissent une sécurité du revenu, ils libèrent l'épargne de protection et permettent de consacrer une part croissante des revenus à la consommation ; ils sont aussi des instruments de relance de la consommation (...) La croissance économique des « Trente glorieuses » (1945-1975) repose en grande partie sur les interactions vertueuses entre développement de l'industrie de biens standardisés de grande consommation, consommation de masse et généralisation de la protection sociale ».

G. Esping-Andersen, Trois leçons sur l'Etat-providence, Seuil, La République des idées, 2008, pp. 6-7

Question 1 : Par quels mécanismes économiques la protection sociale a-t-elle favorisé la croissance pendant les Trente Glorieuses ?

Document 13 : Les trois crises de l'Etat-providence

En 1981, dans un ouvrage reconnu aujourd'hui comme un classique de l'analyse de l'Etat-providence (*La crise de l'Etat-providence*), l'économiste français Pierre Rosanvallon montre que l'Etat-providence traverse trois crises cumulées à partir du milieu de la décennie 1970 :

1. **Une crise de financement** caractérisée par les déséquilibres financiers de la Sécurité sociale sous un effet de ciseaux : le rythme de la croissance économique se ralentit alors que celui des dépenses sociales se maintient à son niveau antérieur. Il en résulte une part croissante des dépenses sociales dans le P.I.B. et donc des prélèvements obligatoires qui en assurent les ressources. L'existence d'un chômage de masse limite le financement prélevé sur le travail, donc les cotisations, élément essentiel des ressources sociales en France, en même temps qu'il accroît les besoins de prestations.

2. **Une crise d'efficacité.** La masse des sommes transférées contraste avec la permanence des problèmes sociaux : d'une part, la redistribution horizontale dominante (des « bien portants » aux malades, des actifs aux inactifs, des actifs occupés aux chômeurs, des célibataires aux familles) n'a pas favorisé la réduction des inégalités qui se sont accrues depuis les années 1980 ; d'autre part, l'apparition d'une « nouvelle pauvreté » permet de douter de l'efficacité du système. Certains soulignent également que la croissance de revenus de transferts peut conduire à un effet de substitution travail / loisir rendu possible par un sentiment d'assistanat.

3. **Une crise de légitimité.** Elle peut s'appréhender à trois niveaux : d'abord, concernant la finalité de la protection sociale, la réduction des inégalités sociales ne semble pas faire l'objet d'un consensus, notamment dans les classes moyennes supérieures. Par ailleurs, la capacité de l'Etat à assurer la solidarité est mise en doute, notamment le caractère mécanique et global de cette solidarité à laquelle serait préférée une protection de proximité qui serait davantage fondée sur le principe caritatif. Enfin, le caractère uniforme de cette solidarité est remis en cause par une demande croissante d'individualisation de l'assistance.

A partir de C. Rodrigues

Questions :

1. Comment expliquer la crise de financement de l'Etat-Providence en France ?
2. Qu'est-ce que la crise d'efficacité ? Illustrez la.
3. Pourquoi la légitimité de l'intervention de l'Etat est-elle remise en cause ?
4. Pourquoi selon certains, l'intervention de l'Etat désinciterait-elle à travailler ?